



PR Media
29/01/2014



NEWS GROUP

Gouvernance en Afrique: Les potentialités face aux défis

Published on: 29/01/2014
Clip Source: [Clip Source](#)
Frequency: Unknown

Name: lesechos.ma
Country: Morocco



Gouvernance en Afrique: Les potentialités face aux défis



Publié le 29-01-2014 à 20:00 Par : Mostafa Bentak

L'événement est doublement symbolique. D'abord pour cette Afrique en quête d'un modèle économique qui lui soit propre et ensuite pour le Maroc qui s'érige en exemple dans la région. Le colloque, sur trois jours, de l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA), qui a ouvert ses travaux hier à Rabat, a pris pour thème «L'Afrique réinvente son économie». Il s'agit de la deuxième édition des journées de la gouvernance, dont la première a eu lieu l'année dernière au Cap Vert et dont la



thématique a porté sur la gouvernance économique sur le continent. L'événement se tient aussi dans la perspective de l'initiative Afrique horizons 2060, qui coïncide avec le centenaire des indépendances des pays africains. Une indépendance que l'on veut cette fois-ci intellectuelle permettant aux Africains de réfléchir par eux-mêmes sur un modèle économique et commercial qui convienne à une intégration régionale complémentaire, et comme l'a si bien dit, Mohamed El Ouafa, ministre des Affaires générales et de la gouvernance, dans son introduction: «Malgré le fait que l'Afrique regorge de ressources naturelles, le revenu moyen de l'individu est 6 fois moindre que dans le reste du monde». En effet, le continent dispose de la première réserve mondiale de fer, produit les trois quarts de l'or mondial, enregistre une croissance en 2013 de 4,9% et de 6% dans certains pays, les investissements privés s'y développent et les transferts de la diaspora avoisine les 33 MUSD par an. Toutefois, par manque de vision et de gouvernance à même de rationaliser l'utilisation de toutes ces richesses, l'Afrique se débat encore dans des fileaux sociétaux, la pauvreté, l'analphabétisme, etc. «Il est temps de réfléchir sérieusement à un modèle de développement Sud-Sud en favorisant les économies régionales et locales», a souligné El Ouafa. Il a donné l'exemple du Maroc qui, a-t-il égayé, a fait le choix de l'ouverture de son marché vis-à-vis de ses partenaires africains avant de rappeler l'initiative royale d'annulation de la dette de 34 pays d'Afrique subsaharienne. Le Maroc est, par ailleurs, lié par accords avec 17 pays du continent, en plus de 300 conventions et protocoles. Il est aussi loisible d'évoquer la création d'un Fonds spécial pour renforcer la présence des investisseurs marocains en Afrique. Pour sa part, Cheikh Habiboulaye Dièye, ministre sénégalais de la Communication et de l'économie numérique, précise: «À cause de cette faiblesse des économies africaines, la fuite des cerveaux n'est pas prête de s'arrêter. Toutefois, les observateurs sont unanimes à désigner l'Afrique comme une locomotive de la croissance de demain, mais à condition d'agir sans tarder sur la gouvernance économique, qui reste intimement liée à celle politique». Habiboulaye Dièye a regretté qu'en Afrique, par exemple, le secteur privé soit toujours considéré comme un concurrent du secteur public au lieu d'être complémentaire aux besoins d'un développement inclusif, que les États seuls ne peuvent réussir. Toutefois, comment passer à un autre pallier du développement économique que l'on veut inclusif si l'Afrique pèse pour moins de 1% dans le commerce mondial? Le responsable sénégalais ne jure que par l'économie numérique qu'il considère comme le secteur le plus rapide en matière de création de valeur ajoutée. Pour lui, le sous-développement n'est pas une fatalité, donnant l'exemple du Brésil qui, en peu d'années, est devenu la 6e puissance mondiale. Quant au ministre burkinabé de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation, Toussain Abel Coulibaly, il a évoqué le drame de l'immigration clandestine qui contraste avec les potentialités qu'offrent aujourd'hui les pays africains. Pour ce responsable, l'avenir est dans un développement qui privilégie l'intégration régionale et locale. Ces journées de réflexion sur l'avenir économique de l'Afrique permettront un croisement des expériences dans la perspective d'un échange plus intense des gouvernements, des secteurs privés et des ONGs agissant dans les domaines de la gouvernance et du développement durable.